



10 mars 2025 – Communiqué de la Fédération CGT des Services publics

8 mars : une déferlante féministe pour l'égalité et contre les politiques réactionnaires et d'extrême droite

Le 8 mars 2025, journée internationale pour les droits des femmes, des centaines de rassemblements, de manifestations et diverses actions ont eu lieu partout en France.

500 personnes réunies à Perpignan, 800 devant la préfecture de l'Aveyron, 1 000 à Saint-Nazaire, 2 500 à Strasbourg, 5 000 à Nantes, 8 000 à Lille, 12 000 à Toulouse et plus de 150 000 à Paris...

Un réveil humaniste qui s'est déroulé dans un climat international et national particulièrement anxiogène pour les droits des femmes. En effet, les multiples conflits et guerres aux quatre coins du monde, la mise en avant des courants religieux misogynes, l'affirmation des positions autoritaires, racistes et masculinistes aux États-Unis, la montée en Europe des partis et des idées d'extrême droite, largement soutenue et relayée par les médias dominants, sont autant de faits qui menacent la paix et les conditions de vie de millions de personnes, notamment les droits des femmes.

Ce 8 mars a ainsi été placé sous le signe de la solidarité entre toutes les femmes du monde, pour la paix et l'égalité des droits. Il a été un moment fort féministe, antifasciste et contre tous les réactionnaires. Bien que certains groupes d'extrême droite ou religieux comme « Nemesis » ou « Sauver la Vie » ont tenté de ternir l'image du 8 mars et de bloquer certaines manifestations, comme à Paris, tous les cortèges ont fait front commun pour rappeler que le féminisme que nous portons est anticapitaliste, antiraciste et antifasciste.

La CGT, en première ligne, ne s'est pas laissée impressionner et réaffirme son combat contre les partis, les idées et les politiques d'extrême droite, en France, en Europe et à l'international.

Enfin, ce 8 mars envoie un message clair aux politiques menées par Macron/Bayrou : « Nous ne voulons pas votre guerre, nous voulons l'égalité : MAINTENANT ». La dernière allocution du Président a consisté à légitimer, par la peur, le renforcement de l'économie de guerre au prix de « nouvelles réformes ». Comprendons de nouvelles réformes anti-sociales qui viendront affaiblir le modèle de protection sociale que nous défendons et attaquer une nouvelle fois les services publics. Macron souhaite à présent des propositions des organisations syndicales, alors qu'il y a encore quelques mois il n'écoutait ni les agent-es et les salarié-es en lutte, ni les citoyen-nes dans le respect de leur vote. Quel mépris de classe !

... / ...

La CGT n'est pas dupe de cette mascarade et rappelle qu'elle a des revendications chiffrées qui permettraient de garantir l'égalité salariale, l'amélioration des conditions de travail et de vie de tout-es les travailleuses et travailleurs et l'abaissement de l'âge du départ à la retraite à 60 ans.

Ainsi, La Fédération CGT de Services publics appelle d'ores et déjà l'ensemble des syndicats à poursuivre la construction du rapport de force et à mener tous les débats et toutes les actions nécessaires, avec les syndiqué-es et les agent-es, pour :

- Gagner et garantir l'égalité des salaires dans la Fonction publique (14 % d'écart de salaire entre les femmes et les hommes) ;
 - Gagner la revalorisation du point d'indice à 6 euros et le renforcement des services publics ;
 - Obtenir le retour de l'âge de départ à la retraite à 60 ans ;
 - Participer le 20 mars à la journée de mobilisation à l'appel de l'intersyndicale des retraité-es pour notamment la revalorisation des pensions ;
 - Poursuivre le combat quotidien, en informant et formant l'ensemble des militant-es, contre l'imposture des idées d'extrême droite.
-